

**Demande déposée le 31/08/2022 et complétée le 28/09/2022**

**Date de l'affichage de l'avis de dépôt en mairie : 31/08/2022**

Par :	<b>Monsieur Jacques-Daniel GILLOT</b>
Demeurant :	<b>8 CHEMIN DU VERGER JONQUERETS DE LIVET 27410 MESNIL EN OUCHE</b>
Sur un terrain sis :	<b>8 CHEMIN DU VERGER JONQUERETS DE LIVET 27410 MESNIL-EN-OUCHÉ</b>
Cadastré :	<b>49 356 C 291, 49 356 C 292</b>
Nature des travaux :	<b>Transformation d'un garage en pièce à vivre et construction d'un nouveau garage avec carport accolé à la façade sud-ouest de l'habitation</b>

**N° PC 027 049 22 Z0040**

**ARRETE n° URBA-2022147**

**Surface de  
plancher créée : 21 m<sup>2</sup>**

**Surface dédiée au  
stationnement : 41 m<sup>2</sup>**

**Surface de plancher  
antérieure : 146 m<sup>2</sup>**

**Surface de plancher  
nouvelle : 167 m<sup>2</sup>**

**Le Maire de MESNIL-EN-OUCHÉ**

Vu la demande de permis de construire présentée le 31/08/2022 par Monsieur Jacques-Daniel GILLOT,  
Vu l'objet de la demande

- pour la transformation d'un garage en pièce à vivre et construction d'un garage avec carport en extension ;
- sur un terrain situé au 8 CHEMIN DU VERGER ;
- pour une surface de plancher créée de 21 m<sup>2</sup> ;
- pour une emprise au sol créée de 41, 47 m<sup>2</sup> ;

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

Vu l'arrêté du 15 décembre 2015 fixant le Référentiel National de Défense Extérieure contre l'incendie et abrogeant les dispositions antérieures et contradictoires,

Vu l'arrêté portant approbation du Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie du Département de l'Eure du 1er mars 2017,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 30/03/2021,

Vu l'avis Favorable du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE) en date du 02/09/2022,

Vu l'avis Favorable de VEOLIA en date du 21/09/2022,

**A R R E T E**

**Article unique :** Le présent Permis de Construire est ACCORDE

**NOTA BENE :** La présente autorisation peut être le fait générateur de taxes d'urbanisme. Si tel était le cas, un avis d'imposition vous sera transmis ultérieurement par les services de l'Etat.

Le projet devra respecter les prescriptions techniques du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie approuvé par arrêté préfectoral en date du 01/03/2017.

Les eaux pluviales issues des surfaces imperméabilisées du projet devront être gérées à la parcelle et ne devront en aucun cas être rejetées sur le domaine public, ni être dirigées vers le système de traitement des eaux usées.



**A MESNIL-EN-OUCHÉ,**  
**Le 3 novembre 2022**

**Le Maire,**  
**Jean-Louis MADELON**

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

---

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

---

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.**

A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année (deux fois) si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué (Art. R.424-21 du Code de l'Urbanisme. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.